

Kurdistan

Après la mort de [deux policiers turcs](#) dans le nord de la Syrie, Mevlut Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque, a déclaré le 13 octobre que la Turquie "*ferait ce qui est nécessaire pour sa sécurité*".

Le Président Erdogan a accusé le YPG kurde (Unités de protection du peuple), branche militaire du PYD (parti de l'union démocratique), pour cet attentat, et que c'est "*la goutte d'eau finale*"

Au nord de la Syrie, l'armée turque, attaquée par des tirs de mortiers, de missiles et guet-apens, ne sanctuarise pas ses acquis territoriaux. Un attentat à la voiture piégée a fait [quatre morts](#) et des blessés.

Ankara dénonce "*Les deux pays [les États-Unis et la Russie, ndlr] ont déclaré que ces terroristes seraient emmenés à 30 km [de la frontière ndlr]. Les États-Unis et la Russie sont responsables des récents attentats. Ils n'ont pas tenu leurs promesses et ces terroristes sont toujours là*".

Malgré les condoléances des Américains, Cavusoglu fulmine "*Vous leur fournissez des armes et faites ensuite une déclaration pour le spectacle seulement. Le manque de sincérité est évident là-bas*".

"*Les Américains se servent de la question kurde pour rester en Syrie. Ce soutien a renforcé les velléités autonomistes des Kurdes syriens et a donc donné un second souffle aux Kurdes de Turquie. Il faut savoir que le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan ndlr] est un parti terroriste selon Washington et il contrôle le YPG syrien*".

L'Administration Biden a nommé des défenseurs de la cause kurde : le coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale, Brett Mc Gurk, la directrice pour la Syrie et l'Irak à ce même Conseil

de sécurité nationale, Zehra Bell.

Les [900 soldats américains](#) présents sur place ne quitteront pas le territoire. "*Ils [les Américains ndlr] ont promis de faire tout ce qu'il faut pour détruire l'État islamique et de travailler à la construction d'infrastructures dans le nord-est de la Syrie*", a déclaré le 7 octobre Ilham Ahmed, président du comité exécutif du Conseil démocratique syrien.

"À un moment, il y avait une volonté d'incursion militaire de la Turquie pour mater définitivement le mouvement kurde en Syrie. Mais il y a une phase de décrispation aujourd'hui, les guerres d'Erdogan ont été coûteuses pour l'économie turque et la Turquie a été isolée sur le plan régional. On le voit aujourd'hui, le gouvernement turc cherche à recoller les pots cassés avec l'Égypte, avec l'Arabie et même avec l'Arménie",

Mais la Turquie peut saper l'influence des Kurdes dans le Nord-est syrien. avec une arme fatale: **l'eau**. Le gouvernement turc a [réduit le débit de l'Euphrate](#), **passant de 500 m3 par seconde à moins de 200 m3 par seconde. Résultat: les populations kurdes craignent de ne plus avoir d'eau et d'électricité.**

*"Ces derniers mois, la Turquie a grandement limité le flux du fleuve. Jamais le niveau de l'Euphrate n'a été aussi bas. Les barrages hydroélectriques de Tabqa, Tishrine et Firat, dans le nord et l'est de la Syrie, qui produisent de l'électricité pour toute la région, ne fonctionnent qu'alternativement, avec une seule turbine. La production agricole est sérieusement menacée" . Avec plus de **635 barrages à l'intérieur de ses frontières**, Ankara peut **fermer les robinets** .*

*"Le jour où les Américains partiront, le principe d'autonomie sera caduc, surtout que la **Syrie compte bien récupérer un jour ce territoire**".*

L'avenir des Kurdes syriens, pris en étau entre les promesses de Washington, les menaces d'Ankara et la volonté de Damas de recouvrer son intégrité territoriale de Damas, est incertain....

- source : Rojava Information Center